



Spoliation versus appropriations, stratégie de classe et conflit dans la production de l'espace à Toulouse

Américo Mariani

mariani@univ-tlse2.fr

Résumé

Cet article se propose d'observer comment l'urbanisation capitaliste repose sur une spoliation des possibilités du devenir sujet. À partir de l'observation de l'aménagement de Toulouse, dans une démarche régressive progressive, il se propose de dépasser les conceptions économicistes du *spatial fix* pour donner à comprendre plus finement les conflits au sein de la production de l'espace entre domination et appropriation.

Resumen

Este artículo se propone observar cómo la urbanización capitalista se basa en una expoliación de las posibilidades del devenir sujeto. A partir de la observación de la ordenación de Toulouse, en un enfoque regresivo progresivo, se propone superar las concepciones economicistas del *spatial fix* para dar a entender más finamente los conflictos dentro de la producción del espacio entre dominación y apropiación.

Mots clefs

Toulouse, production de l'espace, appropriation, subjectivation politique

Introduction

Les marteaux-piqueurs, les voitures, c'est hostile, c'est le chaos. On vit au milieu du chaos. Les gens passent, chaque jour, résigné-es sans se poser de question. Et on subit. (...) Au final, quand il y a une notion d'effondrement aussi brutale, qu'on est dans le chaos, les gens déconnectés, ne peuvent pas voir. Ils sont un

peu dans le déni en se disant : "non, non, non, mais on ne peut pas nous faire autant de mal." Et n'arrivent pas à se mettre dans une action positive ou je ne sais quoi, en tous les cas de se mettre en alerte.¹

Toulouse, juin 2018, ces propos sont tenus par une participante d'un atelier d'anthropologie urbaine dans un quartier soumis à « rénovation » (Epstein et Mariani 2019). Cette sorte de sidération exprimée ici indique l'impact des transformations urbaines sur les modalités de la rencontre, les mémoires, les modes d'habiter et par là les sociabilités politiques (Mompó 2021). L'espace perçu est envahi au point d'empêcher toute « forme d'action positive », toute forme d'*appropriation*.

Plutôt que d'y voir un événement isolé, fruit de circonstances ponctuelles, en l'occurrence ici les travaux, je postule de l'existence d'un empêchement systématique ; une *spoliation* de la possibilité même d'avoir part et place, de faire d'un espace un lieu à soi. Cette dépossession pouvant accompagner ou précéder le déplacement, voir même s'y substituer (Davidson 2009, 226; Valli 2021, 70). Dès lors cela amène à penser une autre hypothèse : est-ce que le *spatial fix* (Harvey 2020), soit les conditions spatiales de reproduction élargies du capital, ne résulterait non pas seulement et principalement de la contradiction entre dynamique du capital et propriété foncière, mais reposerait avant tout sur des empêchements aux appropriations populaires? Empêchements, qui sont conditions de possibilité autant que résultat de l'homogénéisation de l'espace, au sens que lui donne Lefebvre : écrasement du vécu par le conçu (Lefebvre 1974, 63-64). Ce n'est plus le procès de travail qui est aliéné et aliénant, mais bien l'agencement des lieux, des habitudes et par là les rythmes de la vie quotidienne. Nous tenterons ainsi de dépasser une vision trop économiciste de la production de l'espace pour y intégrer les dimensions perçue et vécue, qui constituent l'*habiter* (Lefebvre 1968, 14).

Cette hypothèse procède de mes travaux sur la production de l'espace métropolitain toulousain et d'une décennie d'enquêtes mêlant différentes modalités méthodologiques (ethnographie, travail d'archive, entretiens, analyse de la documentation) et partant d'un point de vue situé d'habitant ordinaire de cette ville (Mariani 2019), et relevant de la méthode régressive progressive exposée par Henri Lefebvre (1974, 80; Le Roulley 2021, 38). L'essentiel des matériaux produit est disponible sur le site toulouse.espacesensible.net². Dans un premier temps je questionnerai la notion d'appropriation pour tenter d'en dégager une forme opératoire. Ensuite j'exposerai les éléments qui, dans le cas toulousain, me permettent d'établir mon hypothèse. Enfin, je préciserai comment la *spoliation* peut être considérée comme le cœur d'une stratégie de classe (Lefebvre 1968, 12) qui préside à la production de l'espace du capital et à l'empêchement de mode de subjectivation posant le primat de la *police* sur la politique (Rancière 1995).

¹ Kat – 8 juin 2018 – Atelier d'ethnographie urbaine voir, intervention ethnographique #1 TESO : <https://sse.hypotheses.org/880>

² En particulier dans le dossier spécifique qui sera mobilisé dans le reste de l'article *Archéologie du projet métropolitain*, Collectif de Radiographie Urbaine, novembre 2024 – mai 2025, [en ligne] <https://toulouse.espacesensible.net/archeologie-du-projet-metropolitain>

Appropriation(s)

Comme le précise l'introduction de ce numéro, rappelant les travaux d'Henri Lefebvre (1974) et de Karl Marx ([1932] 2007), l'appropriation est un fait anthropologique. Marx estime que c'est par le travail que l'appropriation de la nature s'effectue, réalisant ainsi l'Humain, à la fois dans sa singularité, la personne, et dans son universalité, l'humanité. Henri Lefebvre dépasse l'économisme marxiste en allant au-delà de la catégorie « travail » telle qu'elle est définie par l'économie politique. Pour saisir l'appropriation dans la vie quotidienne d'abord, spécifiant qu'elle « en vient [et] y aboutit, ou bien n'existe pas » (Lefebvre [1961] 2024, 125), pour ensuite la faire advenir dans *l'habiter* (Lefebvre 1968, 14). Appropriation bien distincte de la propriété (Lefebvre 1968, 125) et comprise comme l'opposé de la domination « technique destructive » qui fait les espaces dominés (Lefebvre 1974, 396). C'est *in fine* dans les oppositions « domination – appropriation » et « échange – usage » qu'il est possible de saisir au mieux cette notion. « Dans et par l'espace, l'œuvre peut traverser le produit, la valeur d'usage dominer la valeur d'échange : l'appropriation renversant le monde à l'envers peut (virtuellement) dominer la domination, l'imaginaire et l'utopique s'intégrant le réel (au réel). La nature seconde, déplaçant la première, peut se substituer et se superposer à elle sans pousser à terme la destruction. » (Lefebvre 1974, 402)

L'appropriation pleinement réalisée serait donc la production de son espace par un groupe donné qui construirait ainsi son autonomie et donc, en quelque sorte, se produirait lui-même par son espace. Il y a quelque chose de démiurgique dans cette conception qui mène à une contradiction fondamentale : pour produire son espace, une communauté doit exister, mais pour exister elle doit produire son espace. De plus, dans la logique de Lefebvre, elle doit procéder à la destruction de l'espace pré existant, afin de ne pas pâtir des relations et des formes liées au mode de production précédent. S'il nous prévient de voir dans « le bulldozer ou le cocktail Molotov » les seuls moyens de changer l'espace existant (Lefebvre 1974, 68), il n'en précise pas moins que l'appropriation entre à un certain point donné en conflit avec « l'État et la Politique » (Lefebvre 1974, 446). L'appropriation serait donc tout à la fois une réalité toujours là, comme part irréductible d'humanité – fait anthropologique –, et une impossible réalisation pour les subalternes. Lefebvre suggère pourtant des « degrés d'appropriation » différents, jugeant que le pavillon laisse plus de marge que le grand ensemble (1968, 17), ou le cas du détournement de l'usage d'un espace qui n'est « en soi qu'une réappropriation et non une création » (Lefebvre 1974, 195), sorte d'appropriation tronquée dont il fait l'hypothèse qu'elle peut être la source d'échec de « nombreuses expériences communautaires ».

Si l'apport de Lefebvre est majeur, il nous laisse devant un problème théorique et pratique, pour donner un contenu pratique à l'*appropriation* et distinguer différentes dynamiques d'appropriations. Comment penser un contenu concret et spécifique à ce qui est avant tout une pratique (Cotten 1984) ? Comment distinguer ce qui est appropriations, appropriations privatives (celle de la propriété privée et de la domination) et les détournements (simple appropriation ponctuelle) ?

Je ne prétends pas résoudre cette difficulté, mais apporter quelques éléments pour faire du conflit : appropriation – domination, un analyseur de la production de l'espace. Je partirai d'abord du fait qu'il y a toujours des formes d'appropriation celles-ci pouvant être plus ou moins discrètes du fait du rapport avec la domination de l'espace. Toujours, parce qu'elles sont l'expression de la vie même et que, comme je l'ai déjà dit, seules les formes

extrêmes de domination annulent complètement l'agentivité des personnes. Aussi, un espace se caractérise par les formes d'appropriations qui y ont lieu et c'est en cela qu'il est toujours plus qu'un espace abstrait, géométrique. Ensuite, ces formes d'appropriation peuvent être plus ou moins intenses et cumulatives. Elles sont aussi potentiellement conflictuelles et peuvent être analysées à différents niveaux comme proposé par Lefebvre et synthétisé par Lariagon (2020). Ces niveaux, Privé, Mixte et Global, indiquent : le niveau de *l'habiter* – de la vie quotidienne – ; de *l'urbain* – des infrastructures – ; et du global – l'État et le politique. Malgré l'apport euristique indéniable de cette grille, il me semble qu'elle manque à appréhender la dynamique même des appropriations et rend difficile la compréhension des modalités de passage entre l'un et l'autre des niveaux et leurs interactions. En particulier, elle peut rendre difficile la prise en compte des éléments sensibles constitutifs de la vie quotidienne et de l'espace vécu.

Je propose de considérer les pratiques d'appropriations sous la forme d'un *continuum*, que l'on pourrait schématiquement représenter comme polarisé autour de *l'appropriation individuelle* d'une part et *l'appropriation socialisée* d'autre part, l'un et l'autre pôle s'impliquant mutuellement. D'un côté les formes les plus discrètes, parfois invisibles, de l'existence qui ne tendent pas forcément au commun, qui sont parfois même les marques de la déréliction. Je pense ici à des occupations provisoires, des habitats précaires par exemple, et de l'autre les formes les plus complètes de la création d'environnement et d'autonomie où le cadre bâti exprime et construit le collectif. *L'appropriation socialisée* est plus qu'une appropriation collective parce qu'elle permet d'autres appropriations, parce qu'elle s'inscrit dans le temps.

Pour autant, les appropriations ne forment pas un tout homogène, elles résultent et reproduisent les fragmentations de la vie sociale générée par les rapports sociaux de domination. Les différentes modalités d'appropriation sont en concurrence et en conflit plus ou moins ouvert, la ségrégation plus ou moins marquée des espaces en est la manifestation la plus visible³. Il faut du temps pour que les rapports se règlent, qu'un équilibre se trouve, que des solidarités se tissent. Les travaux du collectif Rosa Bonheurs sur Roubaix (2016; 2019) mettent en perspectives différentes modalités d'appropriations qui constituent une centralité populaire. De la possibilité d'accéder à la propriété, à celle de maintenir des activités économiques informelles (mécanique de rue par exemple) en passant par les solidarités de voisinages, et par des représentations symboliques. Ce que j'appellerai ici une *condensation de l'appropriation*, c'est-à-dire une concentration, densification et consolidation d'un avoir prise sur l'espace comme moyen, moment et résultat d'une subjectivité collective. Les différentes pratiques d'appropriation prennent sens et forme les unes avec les autres et établissent des liens, des résonances, des affinités qui permettent à nouveau d'autres appropriations. La condensation est donc une affaire de temps, de cycle comme de durée, de la possibilité d'inscrire les appropriations tant dans la mémoire (individuelle et collective) que dans l'avenir, sous la forme de projections. Il ne s'agit pas d'une échelle graduée entre

³ Ici la tentation de réaliser une représentation qui pourrait donner à voir le *continuum* et croiser les différents niveaux précédemment évoqués (Privée, Urbain, Global) est grande. Le risque serait d'aplatir littéralement ce qui se joue en plusieurs dimensions. Peut-être qu'une représentation en termes de « champ de force » ou « d'espace de dispersion », pour évoquer Foucault, serait plus appropriée, mais cela dépasse la portée de cet article et risquerait de céder à la tentation de la métaphore spatiale.

deux éléments bien distincts, mais un ensemble complexe de pratiques, sous-tendu par un caractère commun, s'impliquant les unes les autres et qui ne peuvent être distinguées d'emblées⁴.

Cette polarisation entre appropriation individuelle et socialisée a une valeur strictement analytique permettant de repérer ce qui favorise ou empêche la condensation. Ce qui disperse, affaiblit efface plus ou moins violemment. Là où des auteur-es parlent de « banissement » comme marqueur du pouvoir coercitif de l'État (Baeten et Listerborn 2021, 117-18), je préfère parler de spoliation de *l'appropriation socialisée*, en tant que c'est la possibilité de faire propre un lieu, d'en faire le support à une subjectivation collective, qui est en jeu, plus que la possibilité d'y rester ou non.

C'est la transformation de la ville où j'habite depuis déjà de nombreuses d'années, Toulouse, qui fait support à cette proposition.

Effacements des classes populaires

C'est dans une démarche ancrée dans mon expérience quotidienne (Mariani 2019) que j'ai tenté de faire d'un point de vue situé, découlant d'une position autant qu'un positionnement (Clair 2016) une ressource pour ma compréhension de la transformation urbaine et de son impact sur la subjectivation politique, en particulier les effets de la violence des processus d'aménagement. Parce la violence vient justement se loger dans l'intime et qu'elle n'a pas de mot pour se dire. Quand elle se dit, elle est souvent considérée comme de la plainte ou du bruit, laissée en deçà de l'expression politique (Rancière 1998). Et parce que la dépossession ne peut pas s'entendre simplement comme un déplacement dans l'espace abstrait elle est « notoirement difficile à étudier » (Baeten et al. 2021, 1), la faire advenir au langage n'est pas chose aisée. J'ai fait quelques tentatives méthodologiques (Epstein et Mariani 2021), dont un documentaire sonore qui me semble pouvoir donner à entendre aux mieux cette dimension sensible. Les personnes concernées expriment une sensation d'irréalité de leurs vécus une fois la transformation achevée. Comme de n'avoir jamais existé, dira l'une d'elles. Une autre rapporte les mots de sa grand-mère : « Nous, on est en train de disparaître. Et personne ne va se souvenir de nous. »⁵. Ne pas compter, ne pas être vue, ne pas être entendue, participe de l'expérience intime de la domination et en constitue l'un des leviers.

Il me semble alors que se dégage un motif dans la transformation urbaine visant directement les modalités d'appropriations de l'espace des classes populaires : *l'effacement*. Un motif que je tente alors de comprendre par un mouvement régressif dans l'histoire et l'aménagement de la ville. Un regard en arrière motivé aussi par l'empressement des aménageurs à mobiliser une « histoire de Toulouse » qui pourtant ne concerne jamais qu'une toute petite partie de la commune : l'écusson historique ceint dans les remparts jusqu'à la moitié du xix^{ème} siècle. La grande majorité du territoire communal, constitué dès le xii^{ème}

⁴ L'idée du *continuum* me vient de l'élaboration du continuum de la violence sexuelle élaboré par Liz Kelly (2019), sans que je puisse ici explorer toutes les implications de cette analogie. Il me semble qu'il y aurait matière à explorer plus avant cette question.

⁵ Américo Mariani et Ludo Mepa, *Personne ne se souviendra de nous*, 23 janvier 2025, [en ligne] <https://toulouse.espacesensible.net/personne-ne-se-souviendra-de-nous>.

siècle, est une *terra incognita*. Le peu que nous en savons⁶ c'est qu'il s'agit plutôt d'un habitat dispersé lié à la production agricole ; au sud, lié aux grandes cultures avec des domaines et des demeures importantes ; au nord, plus modeste, lié à la production maraîchère. La barrière de l'octroi, barrière douanière supprimée par la révolution de 1789, mais rétablie entre 1808 et 1944, induit l'installation d'une population pauvre qui tente d'échapper au surcoût généré par les taxes ou de profiter des occasions de commerces qu'elle suscite. « Au-delà de chacune des barrières qui coupaient les routes se forma un petit faubourg isolé, séparé de l'agglomération principale par une bande de champs large de plusieurs centaines de mètres. » (Coppolani 1963, 260). La population à l'extérieur des murs de la ville est au xvii^{ème} estimée à environ 21% de la population et de 30% en 1790 (Olivier et Pech 2024, 388 et 406), et l'usage de la bicyclette et l'expansion des lignes de transports en commun la feront augmenter tout au long du xx^{ème} siècle (Coppolani 1963). En 1956 près de la moitié de la surface communale est d'usage agricole⁷, en 1963 Toulouse est encore la première commune en termes de production agricole sur l'ensemble de la Haute-Garonne (Beringuier et al. 1972, 146). Le sol appartient principalement à la bourgeoisie et la noblesse toulousaine, qui vivent alors principalement au cœur de l'écusson historique. À la fin des années 1950, 257 habitants de Toulouse possèdent plus d'un cinquième des terres cultivées de la ville et un sixième des terres de la région, et ce surtout dans la périphérie immédiate de la ville jusqu'à environ 25 km de celle-ci. On parle alors d'un capital foncier de 10 ou 12 milliards d'anciens francs, soit entre 250 et 300 millions d'euros constants⁸ (Brunet 1958).

À Toulouse en 2022, plus de 85% des résidences principales ont été construites après 1946, plus de 60% après 1971 et près de 40% depuis 1990. Ainsi, si le discours promotionnel de Toulouse revendique 2000 ans d'histoires urbaines, elle est en grande partie une « ville nouvelle ». À l'échelle de la métropole, c'est encore plus accentué avec 91% après 1946, 72 % après 1971 et 44 % depuis 1990⁹. C'est plus que la plupart des villes comparables en France, seul Nantes connaît une croissance similaire, mais de 10 points inférieurs après 1990. Cette frénésie constructive s'est faite d'abord sur un territoire communal qui a été considéré comme « vide », sans histoire et sans habitant-es.

Quant à l'espace urbain dense, dès la fin du xix^{ème} l'aménagement urbain devient un enjeu important, des avenues sont percées sur le modèle haussmannien¹⁰ inaugurant l'ère des grands magasins et l'emprise de la bourgeoisie sur le centre-ville (Morvan 2008), mais c'est véritablement à partir des années 50 que s'accroît un processus d'urbanisation

⁶ Pour une synthèse voir *Une ville à la campagne*, Collectif de Radiographie Urbaine, 21 novembre 2024, [en ligne] : <https://toulouse.espacesensible.net/une-ville-a-la-campagne>

⁷ Terres labourables 3167 ha (dont 1729 en céréales) ; Prairies permanentes 658 ha ; 478 ha de vignes ; 438 ha de jardins et cultures maraîchères. On compte 1639 bovins dont 1429 de vaches laitières, 748 porcins (Coppolani 1963, 97).

⁸ Calcul effectué en 2025 à partir de l'article de Robert Brunet (1958) avec le convertisseur de l'INSEE <https://www.insee.fr/fr/information/2417794>

⁹ Chiffres Insee, RP2022 exploitation principale, géographie au 01/01/2025.

¹⁰ Voir *Mettre la rue en ordre 1 : Construction et réaménagement d'une artère centrale*, Collectif de Radiographie Urbaine, 14 novembre 2024 <https://toulouse.espacesensible.net/mettre-la-rue-en-ordre-1-construction-et-reamenagement-d-une-artere-centrale>

capitaliste. C'est la municipalité avec l'appui de l'État qui conduit les transformations, la plus brutale va viser le quartier Saint-Georges¹¹.

Quartier situé dans l'enceinte historique déjà identifié au xiii^{ème} siècle, il subit un programme de rénovation urbaine entre 1955 et 1980. Ce sera le premier mouvement d'un élan moderniste qui va profondément modifier Toulouse. Je considère cette opération comme un moment fondateur, qui va être le creuset d'une relation aux classes populaires dans la production de l'espace métropolitain toulousain.

Le délogement de 2000 familles va poser aussi des problèmes d'ordre psychologique beaucoup plus délicats. Ce quartier en effet peut-être justement parce qu'il est un quartier de taudis, et surtout en raison de son isolement, est une des unités les plus vivantes, une des rares communautés caractérisées au centre de Toulouse : la démolition des neuf dixièmes des maisons, la reconstruction d'un quartier aux caractères tous différents, la dispersion des habitants va automatiquement anéantir cette communauté. Cet anéantissement sera certainement très sensible pour les vieillards et en particulier pour ceux, relativement nombreux, qui sont nés dans le quartier et y ont toujours vécu.¹²

Cette citation est loin d'être isolée dans l'ensemble des documents administratifs concernant la démolition du quartier. « Cloaque », « verrue malpropre », « bouchon », « anomalie », « tâche » sont quelques-uns des qualificatifs qu'y sont usités pour désigner le quartier qui, en plus de sa structure jugée défailante, occupe une place centrale dans la ville qui donne aux terrains une forte valeur vénale. Bien que cette opération ait profondément marqué l'espace de la ville, elle n'est quasiment pas documentée, à l'exception d'un travail de master (Legouis 2013) et de deux articles contemporains de l'opération (Béringuier 1966; Arnauné-Clamens 1977). Qui plus est, dans de nombreux ouvrages¹³ de photographies anciennes qui montrent le Toulouse d'antan, ce quartier n'est jamais représenté ou alors très à la marge. Pour comble, la place Saint-Georges désigne aujourd'hui une place bourgeoise du centre de la ville, finissant d'occulter l'existence de ce qui fut durant plusieurs siècles l'un des principaux quartiers populaires de la ville. C'est dans le cours de cette opération que va s'établir une stratégie qui a encore cours de nos jours¹⁴ : la détérioration systématique du cadre de vie des habitant-es. C'est écrit noir sur blanc dans l'article 11 de la convention signée par le maire, le préfet et la société d'aménagement en 1958 :

¹¹ Quatre articles y sont consacrés sur Toulouse.espacesensible.net <https://toulouse.espacesensible.net/le-vieux-quartier-saint-georges> et publié en fascicule risographié : *La disparition du quartier Saint-Georges*, Édition l'ortie, Toulouse, mai 2025.

¹² Rapport d'enquête adressé par B. Coquerel Urbaniste en chef auprès du Ministère de la Reconstruction et du Logement octobre 1955. p. 35 Archives municipale de Toulouse côte 102w206.

¹³ Par exemple : Toulouse tel qu'il fut vers 1900, Marc Saint Saens et Jean Dieuzaide, Edition Labouche Frères, 1978 ; La vie à Toulouse il y a cinquante ans, Gratien Leblanc, Privat, 1978 ; Autrefois Toulouse et le pays toulousain, Claude Bailhé, Milan, Toulouse, 1994 ; Toulouse, pages d'histoire « les Toulousains de Toulouse » ont 100 ans, livre de l'exposition présentée à l'Ensemble conventuel des Jacobins du 28 avril au 28 août 2006, Milan, 2006 ; Un autre Toulouse, Jean Dieuzaide, Cairn, Toulouse, 2019.

¹⁴ Voir *Archives de la destruction de l'avenue de Lyon* sur le site toulouse.espacesensible.net. Collectif de Radiographie Urbaine, février 2023 - juin 2024, [en ligne] <https://toulouse.espacesensible.net/archives-de-la-destruction-de-l-avenue-de-lyon>

De son côté, la Société s'engage à démolir ou à rendre inhabitables les parties libérées dès que l'opération sera techniquement possible et quelle que soit la gêne qui pourra en résulter pour les autres occupants de l'immeuble ou des immeubles voisins sans que la responsabilité de la Commune puisse être mise en cause à ce sujet.¹⁵

Ce qui me semble se dégager de cette opération, c'est une grande violence, qui doit se comprendre comme un processus multiple qui va de l'effacement permanent des traces et des marques (Les oubliés d'Urbain Vitry 2022; Barra et Engasser 2023), aux strictes opérations de police visant à interdire le centre aux manifestations (Mariani 2021), jusqu'à, bien entendu, les opérations dites de rénovation urbaine (Reveillere 2024). En particulier pour la ville celles concernant les quartiers du Mirail, Empalot et les Izards, qui depuis plus de 20 ans mettent à rude épreuves les habitant·es.

Ces multiples opérations d'*effacement* ne sont pas rappelées les *damnatio memoriae* de l'époque romaine qui faisaient disparaître toutes les traces d'une personne après sa mort. Ici, c'est une véritable *spoliation* qui est à l'œuvre.

La spoliation entendue comme stratégie de classe

Ce que je désigne ici par *spoliation*, mécanisme centrale dans la production de l'espace métropolitain toulousain, constituée par l'empêchement des appropriations et surtout à leurs condensations en une appropriation socialisée. En cela, elle est dépossession de la possibilité même de prendre part et place, de faire sujet. D'inscrire un nom pas seulement dans le ciel, « une place dans un ordre symbolique de la communauté des êtres parlants » (Rancière 1995, 47), mais dans l'espace et le temps, de faire un espace propre, un espace à soi. Ces deux modalités ne s'opposent pas au contraire, elle s'implique l'une l'autre. Il faut un espace concret pour faire support à une représentation symbolique et il faut une représentation symbolique pour que l'espace soit autre chose qu'un espace abstrait.

J'ai commencé cet article en évoquant la sidération provoquée par le bruit et le chaos des travaux d'aménagement. Sidération qui empêche « toute action positive », toute *appropriation*. J'ai continué en tentant de faire une exploration de ces divers empêchements, j'ai multiplié ces exemples et je pourrais le faire encore. Restes que, apparaissant dans l'expérience sensible des personnes ces empêchements, ces *effacements* sont toujours spécifiques et pour cela il est difficile de les mettre en équivalences, de les traiter comme les occurrences singulières d'un même phénomène. En particulier du fait de l'extrême hétérogénéité des d'acteurs impliqués : promoteurs privés ou pouvoirs publics procédant de différentes administrations – à différent niveau territorial, de différentes tendances politiques. Par contre s'ils reposent sur des justifications diverses, de l'indispensable modernisation des années 50 au développement durable (Adam 2024) d'aujourd'hui, en passant par la mixité sociale (Api et al. 2021), c'est toujours par un impératif, un consensus où la soi-disant « objectivité » des faits ne laisse la place qu'à une seule analyse, une seule décision (Rancière 1998, 251). Ainsi, leur mise en équivalence sous un caractère commun ne peut que se

¹⁵ Convention pour l'aménagement d'îlots défectueux, élaboré le 9 octobre 1958 et signé le 24 décembre 1958 par le Maire Badiou et pour le Préfet par le chef de division délégué Dupouy. Archives municipales de Toulouse 441w70

constater *a posteriori* par une approche matérialiste qui « consiste avant tout à examiner n'importe quel fait humain en tenant compte bien moins des fins poursuivies que des conséquences nécessairement impliquées par le jeu même des moyens mis en usage. » (Weil 1999, 455).

L'homogénéisation de l'espace au service du capital semble être le résultat de ces spoliations, de bien avant la désignation de Toulouse comme métropole d'équilibre en 1962 et au-delà de la création de l'EPCI¹⁶ Toulouse métropole en 2015. La métropole est l'extension de la logique de la production en dehors des murs de l'usine comme l'avait constaté l'autonomie italienne (Aureli 2017), mais elle ne fait que prolonger en cela le constat de Lefebvre du rôle de la ville médiévale européenne, qui va être à la fois condition historique « de la destruction des formes sociales antérieures » et opérateur historique à la fois sujet et système (Lefebvre 1972). Sans fétichiser la métropole, il s'agit plutôt de comprendre comment cette formation historique concrétise un mécanisme de spoliation. Qui ne peut être strictement imputable à une coalition d'acteur présidant à l'entrepreneuriat urbain tel que le définit David Harvey (2014). Le *spatial fix* n'est ainsi pas strictement déterminé par des éléments internes à la dynamique du mode de production capitaliste. La *spoliation* englobe, précède et rend possible, l'établissement de coalition, parce qu'elle déborde le cadre strict de ce qui est habituellement nommé économique, politique ou sociale, à travers la production de l'espace. Nous désignerons cette *spoliation* comme une *stratégie de classe* – plusieurs actions concertées, axées sur plusieurs objectifs, qui convergent vers un résultat final non visé, mais favorable à la classe dominante (Lefebvre 1968, 14) – ciblant l'*habiter* des classes populaires. Rendant impossible l'appropriation par une « urbanisation désurbanisante et désurbanisée » (1968, 15) qui va abolir la ville « comme œuvre de groupes originaux, eux même spécifiques » (1968, 90). L'usager·es, l'habitant·es, sont ainsi sans histoires, sans attaches, sans inscriptions et, en définitive, aliéné·es. Privée de capacité à être des sujets politiques agissants pour la maîtrise de l'espace qui s'élèvent devant nous comme une « puissance indépendante ».

Dispersés, atomisés, éloignés les uns des autres, entassés dans des interstices résiduels, les défavorisés – les jeunes sans perspective d'intégrer la classe moyenne, la classe ouvrière paupérisée et toujours désolidarisée, qu'alimentent les immigrants, les nouveaux marginaux à vie –, vivant dans des trous séparés les uns des autres, verront bloquée toute opportunité de prendre conscience de l'importance de leur nombre et de leur capacité à combattre avec force le désordre dont ils sont les victimes. (Delgado 2016, 104)

La spoliation n'est pas un moment circonscrit dans le temps, mais un processus permanent. Cette logique prévaut déjà dans l'accumulation primitive et perdure dans la colonialité (entendue comme la permanence dans le présent de l'entreprise coloniale) (Quijano 1992) :

La déshumanisation par l'État colonial promeut la violence du colon tout en produisant simultanément un cadre institutionnel, social et légal amnésique et ahistorique dans lequel l'État peut continuellement s'absoudre de toute culpabilité, tout en s'érigant en seul arbitre de toute objection qui pourrait être soulevée par les autochtones pour leur propre défense. (Benally 2024, 139)

¹⁶ Établissement Public de Coopération Intercommunale

Il est bien entendu délicat de procéder par analogie entre colonisation et urbanisation capitaliste, qui bien qu'étant deux moments de la production d'un espace par et pour le mode de production capitaliste relève d'analyses distinctes ne pouvant se substituer l'une à l'autre. Il me semble pertinent de retenir cette clé de compréhension où, la production d'un « cadre institutionnel, social et légal amnésique et ahistorique » est résultat et cause de la *spoliation* qui attaque directement les possibilités d'*appropriations* socialisées. Et, sans jamais abolir les appropriations, voir même en favorisant certaines formes d'*appropriations* individuelles (par l'accès à la propriété, la mobilité résidentielle, le développement personnel), empêche leurs *condensations*, maintenant ainsi le *statu quo* et empêchant l'émergence durable de sujet collectif en mesure de le remettre en cause.

References

- Adam, Matthieu. 2024. *Contre la ville durable: une écologie sans transition*. Éditions Grevis.
- Api, Collectif, Vincent Béal, Marine Bourgeois, et al. 2021. « Sous la mixité sociale, la race: Les impasses renouvelées d'une politique publique ». *Sociologie. Terrains & travaux* 39 (2): 215-37. <https://doi.org/10.3917/tt.039.0215>.
- Arnauné-Clamens, Anne-Marie. 1977. « L'opération de rénovation urbaine du quartier Saint-Georges à Toulouse ». *Revue géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest. Sud-Ouest Européen* 48 (1): 89-101. <https://doi.org/10.3406/rgpso.1977.3496>.
- Aureli, Vittorio. 2017. « Retour de l'usine : le territoire, l'architecture, les ouvriers et le capital ». *Période*, n° en ligne. <http://revueperiode.net/retour-de-lusine-le-territoire-larchitecture-les-ouvriers-et-le-capital/>.
- Baeten, Guy, et Carina Listerborn. 2021. « Banishment as an urban renewal strategy ». In *Housing Displacement. Conceptual and Methodological Issues*, Routledge, par Guy Baeten, Carina Listerborn, Maria Persdotter, et Emil Pull. New York, Etats-Unis.
- Baeten, Guy, Carina Listerborn, Maria Persdotter, et Emil Pull. 2021. *Housing Displacement. Conceptual and Methodological Issues*. Routledge. New York, Etats-Unis.
- Barra, Jean-Baptiste, et Timothée Engasser. 2023. *Antigraffiti: aseptiser les villes, contrôler les corps*. Le passager clandestin.
- Benally, Klee. 2024. *Pas de capitulation spirituelle - Anarchie autochtone en défense du sacré*. Tumult.
- Béringuier, Ch. 1966. « La rénovation d'un quartier ancien : Saint-Georges à Toulouse ». *Revue géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest. Sud-Ouest Européen* 37 (2): 205-17. <https://doi.org/10.3406/rgpso.1966.4550>.
- Béringuier, Christian, André Boudou, et Guy Jalabert. 1972. *Toulouse, Midi-Pyrénées: la transition*. Stock.
- Brunet, Roger. 1958. « Toulouse et la propriété rurale ». *Revue géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest. Sud-Ouest Européen* 29 (4): 325-42. <https://doi.org/10.3406/rgpso.1958.1510>.
- Clair, Isabelle. 2016. « Faire du terrain en féministe ». *Actes de la recherche en sciences sociales* N° 213 (3): 66-83.

- Collectif Rosa Bonheur. 2019. *La ville vue d'en bas: travail et production de l'espace populaire*. Editions Amsterdam.
- Collectif-Rosa-Bonheur. 2016. « Centralité populaire : un concept pour comprendre pratiques et territorialités des classes populaires d'une ville périphérique ». *SociologieS*, juin 16. <https://sociologies-revues-org.nomade.univ-tlse2.fr/5534>.
- Coppolani, Jean. 1963. *Toulouse au XXe siècle*. Privat.
- Cotten, Jean-Pierre. 1984. « Appropriation collective ou appropriation sociale ». *Raison présente* 70 (1): 93-102. <https://doi.org/10.3406/raipr.1984.2371>.
- Davidson, Mark. 2009. « Displacement, Space and Dwelling: Placing Gentrification Debate ». *Ethics, Place & Environment* 12 (2): 219-34. <https://doi.org/10.1080/13668790902863465>.
- Delgado, Manuel. 2016. *L'espace public comme idéologie*. Les réveilleurs de la nuit. CMDE.
- Epstein, Ariela, et Américo Mariani. 2019. « À la recherche d'une méthode d'intervention ethnographique, prendre part à l'émergence de la contestation d'un grand projet urbain. » *Agencements*, n° 4 (décembre).
- Epstein, Ariela, et Américo Mariani. 2021. « L'intervention ethnographique collaborative. Proposition méthodologique pour une recherche impliquée. » *Sciences Sociales et Émancipations*, septembre. <https://sse.hypotheses.org/1083>.
- Harvey, David. 2014. « Vers la ville entrepreneuriale. Mutation du capitalisme et transformation de la gouvernance urbaine ». In *Villes contestées: pour une géographie critique de l'urbain*, édité par Cécile Gintrac et Matthieu Giroud. Les Prairies ordinaires.
- Harvey, David. 2020. *Les limites du capital*. Traduit par Nicolas Vieillecazes. Avec Cédric Durand. 1 vol. Lignes rouges. Éditions Amsterdam.
- Kelly, Liz. 2019. « Le continuum de la violence sexuelle ». *Sociologie. Cahiers du Genre* 66 (1): 17-36. <https://doi.org/10.3917/cdge.066.0017>.
- Lariagon, Renaud. 2020. « Los Comunes Urbanos Frente A La Teoría Del Espacio Social De Henri Lefebvre ». *ACME: An International Journal for Critical Geographies* 19 (3): 3.
- Le Roulley, Simon. 2021. *Introduction à la sociologie d'Henri Lefebvre*. Le Bord de l'eau.
- Lefebvre, Henri. 1968. *Le Droit à la ville*. Éditions Anthropos.
- Lefebvre, Henri. 1972. *La pensée marxiste et la ville*. France.
- Lefebvre, Henri. 1974. *La production de l'espace*. Éditions Anthropos.
- Lefebvre, Henri. (1961) 2024. *Critique de la vie quotidienne - Fondements d'une sociologie de la quotidienneté*. Vol. 2. L'Arche. Intégrale. L'Arche.
- Legouis, Yann. 2013. « Du quartier Saint-Georges à la Place Occitane. Monographie d'un quartier toulousain ». Master II, Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris-Belleville.
- Les oubliés d'Urbain Vitry. 2022. *Effacements, Histoires toulousaines*. Les étaques.

- Mariani, Américo. 2019. « Dans le brouillard du projet urbain. » *EspacesTemps.net Revue électronique des sciences humaines et sociales.*, publication en ligne anticipée, mai 31. <https://doi.org/10.26151/espacestemps.net-wegz-fa12>.
- Mariani, Américo. 2021. « Inscription conflictuelle dans l'espace public : Toulouse, les Gilets jaunes et la bataille du centre ». *Espaces et sociétés* (Toulouse) 183 (2): 99-113. <https://doi.org/10.3917/esp.183.0099>.
- Marx, Karl. (1932) 2007. *Critique de l'économie politique: manuscrits de 1844*. Traduit par Kostas Auteur Papaioannou. 1 vol. Marx-Engels Verlag. Reprint, Éd. Allia.
- Mompó, Eva. 2021. « "Ya no tenemos fuerzas". La gentrificación de los movimientos antigentrificación: una reflexión etnográfica ». *Scripta Nova. Revista Electrónica de Geografía y Ciencias Sociales* 25 (2): 2. <https://doi.org/10.1344/sn2021.25.32581>.
- Morvan, Yoann. 2008. « Les territoires urbains de l'échange: l'agglomération toulousaine à travers les âges ». Thèse de doctorat, Université Paris-Est.
- Olivier, Jean-Marc, et Rémy Pech. 2024. *Histoire de Toulouse et de la métropole*. Privat.
- Quijano, Aníbal. 1992. « Colonialidad, Modernidad y racionalidad ». *Perú Indígena* 13, n° 29: 11-20.
- Rancière, Jacques. 1995. *La méésentente : politique et philosophie*. 1 vol. La Philosophie en effet. Galilée.
- Rancière, Jacques. 1998. *Aux bords du politique*. Folio. Essais. Gallimard.
- Reveillere, Charles. 2024. « Laisser pourrir pour mieux démolir. Politiques de l'abandon et rénovation des quartiers populaires ». *Mouvements* 118 (3): 47-57. <https://doi.org/10.3917/mouv.118.0047>.
- Valli, Chiara. 2021. « Emotion displacement : misrecognition, symbolic violence, ans loss of place ». In *Housing Displacement. Conceptual and Methodological Issues*, Routledge, par Guy Baeten, Carina Listerborn, Maria Persdotter, et Emil Pull. New York, Etats-Unis.
- Weil, Simone. 1999. *Oeuvres*. Édité par Florence de Lussy. Gallimard.